

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT (PAS ENCORE)!

REMETTRE EN CAUSE LEUR DROIT DE NOUS VIRER

Même si personne n'en parle à haute voix, le fait est que beaucoup de monde y pense. Ce mardi 2 juillet, les juges du TGI de Bordeaux rendront une décision importante et pas que pour nous travailleurs de l'usine mais aussi largement autour de l'usine.

En effet, cette décision, dans un sens ou dans l'autre, aura des conséquences sociales concernant au moins directement toute l'agglomération bordelaise.

Soit la justice donne raison à Ford qui pourrait alors achever le processus de fermeture déjà bien entamé avec le départ de plus de 200 collègues et la fin de l'activité programmée au 1^{er} août.

Soit la justice nous donne raison. A savoir que Ford n'a pas de cause économique justifiant la fermeture de l'usine et nos licenciements, ce qui signifierait alors que les licenciements sont sans « cause réelle et sérieuse » donc illégaux.

Résultat, Ford n'aurait plus le droit de nous licencier. Cela chamboulerait la donne, obligeant Ford à envisager une autre issue que la liquidation du site, obligeant aussi les pouvoirs publics à intervenir à nouveau et différemment.

Ce serait une chose extraordinaire, il faut le reconnaître, tant les capitalistes ferment et licencient avec une facilité extrême, sans être embêtés par des pouvoirs publics impuissants, incapables et parfois même complaisants.

Sauf qu'il y a une législation, un droit du travail et que, si l'Etat « laxiste » laisse faire, d'autres luttent pour les faire respecter. Car au fond, il s'agit de contester le droit de licencier en faisant reconnaître l'abus patronal comme le respect du droit à l'emploi.

Comme à Ascoval, Whirlpool, GE, Carrefour, NewLook, partout ça licencie injustement et illégalement. Il est crucial de contester tout ça.

RASSEMBLEMENT ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONFÉRENCE DE PRESSE

Voilà le programme pour ce mardi 2 juillet, jour du jugement du TGI concernant la fermeture de l'usine Ford et les licenciements.

C'est à 13h50 que nous irons chercher ensemble, évidemment avec celles et ceux qui le souhaitent, qui se sentent encore concerné.e.s par l'histoire de l'usine et qui espèrent encore sauver quelques centaines d'emplois à commencer par les nôtres.

Nous proposons pour cette occasion un rassemblement devant le TGI dès 13h30. Ensuite, quelle que soit la décision des juges, bonne ou mauvaise pour nous, nous proposons de faire le point et discuter de comment envisager la suite, en participant à une assemblée générale, avec notre avocat, avec nos soutiens, avec des élus locaux peut-être, à partir de 14 heures dans une salle de la Bourse du Travail qui se trouve à côté.

**RDV MARDI 2 JUILLET À 13H30
DEVANT LE TGI-BORDEAUX**

Ford veut faire un dernier cadeau aux ouvriers, vous avez au choix :
une photo de l'usine
la photo d'un directeur
ou... ah non c'est tout !



SOIRÉE SOLIDARITÉ III - « MÊME PAS MORT »

Samedi 21 septembre au Krakatoa

10 euros le billet. En vente dès la semaine prochaine, auprès des cgtistes, au CE et en ligne...

TGI : NOTRE CABINET DE RECLASSEMENT

73 départs supplémentaires au 1^{er} juillet. Le « vidage » continue à grand pas.

Au total à ce jour : 241 préretraités + 10 retraités + 12 transferts à GFT + 10 formations longues durée + 10 solutions « identifiées » (embauche CDI) + 55 « congés sabbatiques » en vue d'une embauche + 49 longues maladies qui n'auront pas à chercher du travail.

Il resterait selon la direction 454 collègues sans situation. Sans compter les vraies-fausse solutions dans les départs déjà actés.

En tout cas, mais cela ne fait pas partie des plans officiels ni souhaités par Ford, nous avons une solution en réserve : celle que notre cabinet de reclassement (celui que nous avons choisi), à savoir le Tribunal de Grande Instance, pourrait nous trouver dès le mardi 2 juillet.

CLAP DE FIN ?

Depuis l'annonce de la fermeture, Ford n'a en réalité plus d'objectif de production. Mais pour assurer un minimum une discipline au travail, elle maintient un minimum de production... jusqu'au dernier jour !

Peu à peu, les jours d'AAPF augmentent en nombre proportionnellement à la baisse des effectifs. Mais hypocritement ces jours restent « conditionnés » aux objectifs de production. Sans scrupule.

Bizarrement, le 1^{er} août (fin d'activité) ou le 1^{er} octobre (date de nos licenciements) ne sont pas conditionnés. Quoiqu'il arrive ça ferme ! Comme quoi...

A VOIR : SÉANCE DE LECTURE

« FORD BLANQUEFORT - MÊME PAS MORT »

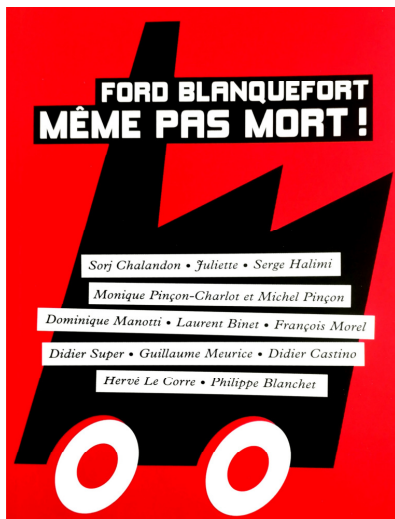
Il s'agit d'une lecture théâtralisée, interprétée par des lecteurs et lectrices solidaires de cette lutte menée.

Pour rappel, il y a un an, des romancier.e.s, sociologues, humoristes, chanteuse... avaient composé des textes pour le livre "Ford Blanquefort même pas mort !" (toujours en vente au CE), en solidarité avec la lutte contre la fermeture de l'usine.

Pour la fête de quartier du Grand-Parc (historiquement c'était un quartier où beaucoup d'ouvrier.es ford y résidaient), l'association des « Petits Tréteaux » nous a proposé une initiative pour faire découvrir le livre sous forme de lectures théâtralisées.

À la CGT Ford, nous avons trouvé l'initiative très sympa et avons accepté d'y participer, il y aura un ouvrier de Ford Blanquefort dans la troupe de lecteurs, lectrices.

Venez nombreux, nombreuses écouter, découvrir ces textes interprétés par la troupe de lecteurs, lectrices. Emotions et bons moments assurés !



**SAMEDI 29 JUIN 12H30 / 13H00 :
BIBLIOTHÈQUE DU GRAND-PARC (BORDEAUX)**

FOUTAGE DE GUEULE

La direction a décidé de nous offrir un cadeau souvenir de l'entreprise. Elle avait visiblement un peu de scrupule à nous laisser partir comme ça, sans rien ! Alors elle a eu une idée sympathique : à priori nous recevrons, toutes et tous, une photo de l'usine, peut-être une vue aérienne.

D'autres idées auraient été envisagées mais abandonnées finalement : un poster du CODIR au complet avec autographes, un bout de convoyeur, un échantillon de lubrifiant (25cl) ou encore un couvert de la Sodexo.

Une voiture neuve ou une prime de quelques milliers d'euros ? Surtout pas, la direction a pensé que c'était disproportionné et qu'il fallait rester modeste. Fidèle à elle-même, jusqu'à la fin.

AGENDA CHARGÉ

La semaine prochaine, il n'y a pas que le jugement du 2 juillet. Nous avons deux rendez-vous importants :

Jeudi 4 juillet = Décision en appel du TGI concernant l'affaire des « 1000 emplois », c'est décalé vu la situation dans laquelle on se trouve, mais cela reste important dans la bataille que nous menons depuis des années.

Jeudi 4 juillet encore = réunion à Bercy. C'est plus actuel, c'est même pour continuer les échanges sur l'avenir de l'usine, pour une réindustrialisation rapide. Il est évident que le jugement du 2 juillet déterminera le contenu de la réunion.

Bercy n'arrivant pas à obtenir quoique ce soit de Ford, ce pourrait être nous, la CGT, qui débloquions la situation si nous obtenions gain de cause le 2 juillet en empêchant la fermeture de l'usine.

ET HOP, ACTE 33

Nous donnons rendez-vous toujours au même endroit, ce samedi 29 juin, à 14 heures, place de la Bourse à Bordeaux. Pour la 33^{ème} fois. Pour les fidèles au poste, pour tous les autres...

Samedi 29 juin - 14h - place de la Bourse

CAMPAGNE-REFERENDUM CONTRE LA PRIVATISATION

Une bataille est lancée contre le projet du gouvernement de privatiser les aéroports de Paris. Un référendum (le RIP) est mis en place suite à un vote d'opposition au Parlement. 10% du corps électoral soit 4,7 millions de signatures sont nécessaires pour empêcher la privatisation des aérodromes de Paris. Si cet objectif est atteint ce serait une première victoire contre un processus de privatisation et de démantèlement de l'ensembles services publics.

Syndicats, associations, gauche politique se lancent dans une campagne pour la défense des services publics car au-delà de la question des aéroports, il y a bien sûr la défense de la santé, de l'éducation, des transports... une bataille pour des services publics qui assurent l'accessibilité de toutes et tous, qui répondent aux besoins de la population.

La CGT-Ford participe à cette campagne et encourage à signer contre la privatisation. Voici le lien :

<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>